

VD_FINDINFO Jug / 2024 / 522 vom 6. Juni 2024

VD Tribunal cantonal, 2024-06-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_Jug___2024___522

FR: VD_FINDINFO Jug / 2024 / 522 du 6 juin 2024

IT: VD_FINDINFO Jug / 2024 / 522 del 6 giugno 2024

Regeste

INDEMNITÉ{EN GÉNÉRAL}, REJET DE LA DEMANDE, DÉCISION
D'IRRECEVABILITÉ | 382 al. 1 CPP (CH), 406 al. 1 let b CPP (CH), 429 al. 1 let. a CPP
(CH), 429 al. 1 let. c CPP (CH), 432 CPP (CH)

Erwägungen

E. 1.1

A.A._____ ayant retiré le pli recommandé contenant le jugement le 12 juin 2024, comme en atteste le relevé de la Poste (P. 23), le délai pour faire appel est arrivé à échéance le 24 juin 2024, soit le premier jour ouvrable suivant le 22 juin 2024. Partant, interjeté dans les formes et délais légaux (art. 399 CPP [Code de procédure pénale suisse du

E. 1.2

La conclusion de A.A._____ tendant à son acquittement est irrecevable faute d'intérêt juridique d'obtenir de l'autorité de recours ce qu'il a obtenu de l'instance inférieure (art. 382 al. 1 CPP). Ainsi, seuls les griefs portant sur l'allocation des conclusions civiles seront traités. Conformément aux articles 406 al. 1 let. b et 398 al. 5 CPP, qui renvoie à l'art. 308 al. 2 CPC (Code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272), l'appel sera ainsi traité en procédure écrite. 2. Aux termes de l'art. 398 CPP, la juridiction d'appel jouit d'un plein pouvoir d'examen sur tous les points attaqués du jugement (al. 2). L'appel peut être formé pour violation du droit, y compris l'excès et l'abus du pouvoir d'appréciation, le déni de justice et le retard injustifié (let. a), pour constatation incomplète ou erronée des faits (let. b) et pour inopportunité (let. c) (al. 3). La voie de l'appel doit permettre un nouvel examen au fond par la juridiction d'appel, laquelle ne peut se borner à rechercher les erreurs du juge précédent et à critiquer le jugement de ce dernier, mais doit tenir ses propres débats et prendre sa décision sous sa responsabilité et selon sa libre conviction, qui doit reposer sur le dossier et sa propre administration des preuves. L'appel tend à la répétition de l'examen des faits et au prononcé d'un nouveau jugement (TF 6B_482/2022, 6B_487/2022, 6B_494/2022 du 4 mai 2023 consid. 4.2). 3. 3.1 L'appelant sollicite l'allocation d'une indemnité de 5'000 fr. pour le préjudice subi (art. 429 al. 1 let. a et c CPP). 3.2 3.2.1 Selon l'art. 429 al. 1 let. a CPP, le prévenu acquitté totalement ou en partie ou au bénéfice d'un classement a droit à une indemnité pour les dépenses occasionnées par l'exercice raisonnable de ses droits de procédure. L'indemnité couvre en particulier les honoraires d'avocat, à condition que le recours à celui-ci procède d'un exercice raisonnable des droits de procédure. L'État ne prend en charge les frais de défense que si l'assistance d'un avocat était nécessaire compte tenu de la complexité de l'affaire en fait ou en droit et que le volume de travail et donc les honoraires étaient ainsi justifiés (ATF 142 IV 45 consid. 2.1 ; TF 6B_1246/2022 du 11 octobre 2023 consid. 9.1.2 ; TF 6B_278/2021 du 2 novembre 2021 consid. 1.2.1). Le Code de procédure pénale ne prévoit pas d'indemnisation pour le temps

personnel (étude des dossiers, rédaction des actes de procédure, participation aux audiences, etc.) des personnes ou des prévenus qui ne sont pas représentés par des avocats, pas plus que pour les personnes représentées par des avocats, qui doivent généralement consacrer leur propre temps à leur défense, même si elles sont défendues par un avocat. Toutefois, une indemnisation peut être accordée si des « circonstances particulières » le justifient. De telles circonstances existent si l'affaire est particulièrement complexe et le montant du litige est élevé (a), la défense des intérêts exige un travail important qui dépasse le cadre de ce que l'individu doit habituellement et raisonnablement faire à côté pour s'occuper de ses affaires personnelles (b), et que ses démarches personnelles aient contribué raisonnablement à son succès (c) (TF 6B_1246/2022 du 11 octobre 2023 consid. 9.1.2 et les références citées).

3.2.2 Aux termes de l'art. 429 al. 1 let. c CPP, si le prévenu est acquitté totalement ou partiellement ou s'il bénéficie d'une ordonnance de classement, il a droit à la réparation du tort moral subi en raison d'une atteinte particulièrement grave à sa personnalité, notamment en cas de privation de liberté. L'art. 429 CPP fonde un droit à des dommages et intérêts et à une réparation du tort moral résultant d'une responsabilité causale de l'Etat. La responsabilité est encourue même si aucune faute n'est imputable aux autorités. L'Etat doit réparer la totalité du dommage qui présente un lien de causalité avec la procédure pénale au sens du droit de la responsabilité civile (ATF 142 IV 237 consid. 1.3.1 ; TF 6B_1246/2022 précité consid. 9.1.4) Pour justifier un droit à l'indemnité visée par l'art. 429 al. 1 let. c CPP, l'intensité de l'atteinte à la personnalité doit être analogue à celle requise dans le contexte de l'art. 49 CO (loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse ; RS 220) (ATF 142 IV 163). Outre la détention, peut constituer une grave atteinte à la personnalité, par exemple, une arrestation ou une perquisition menée en public ou avec un fort retentissement médiatique, une durée très longue de la procédure ou une importante exposition dans les médias, ainsi que les conséquences familiales, professionnelles ou politiques d'une procédure pénale, de même que les assertions attentatoires aux droits de la personnalité qui pourraient être diffusées par les autorités pénales en cours d'enquête. En revanche, il n'y a pas lieu de prendre en compte les désagréments inhérents à toute poursuite pénale comme la charge psychique que celle-ci est censée entraîner normalement chez une personne mise en cause (TF 6B_1246/2022 précité consid. 9.1.5). La gravité objective de l'atteinte doit être ressentie par le prévenu comme une souffrance morale. Il incombe à ce dernier de faire état des circonstances qui font qu'il a ressenti l'atteinte comme étant subjectivement grave (ATF 120 II 97 consid. 2b). La fixation du tort moral procède d'une appréciation des circonstances et l'autorité compétente bénéficie d'un large pouvoir d'appréciation en la matière. Le Tribunal fédéral n'intervient que si l'autorité précédente a mésusé de son pouvoir d'appréciation en se fondant sur des considérations étrangères à la disposition applicable, en omettant de tenir compte d'éléments pertinents ou encore en fixant une indemnité inéquitable parce que manifestement trop faible ou trop élevée (TF 6B_1246/2022 précité consid. 9.1.5).

3.3 En l'espèce, le premier juge a considéré, avec raison, qu'aucune indemnité au sens de l'art. 429 al. 1 let. a et c CPP ne pouvait être allouée à A.A. _____, dans la mesure où il n'a pas eu recours à un avocat et où il n'a pas démontré une atteinte caractérisée à sa personnalité. Le temps passé par le prévenu à préparer sa défense n'est pas indemnisable compte tenu de la jurisprudence précitée et on ne voit pas que l'appelant – qui n'invoque du reste aucun motif à cet égard – puisse se prévaloir de circonstances particulières. En effet, la cause ne présente aucune complexité particulière et n'a ainsi pas nécessité un travail extraordinaire. Pour le surplus, l'appelant échoue à démontrer – et cela ne résulte pas du dossier – qu'il aurait subi une quelconque souffrance morale en lien avec

la procédure, qui serait constitutive d'une atteinte grave à sa personnalité. La conclusion de A.A._____ tendant à l'allocation d'une indemnité de 5'000 fr. pour le préjudice subi doit ainsi également être rejetée. 4. 4.1 L'appelant sollicite l'allocation par B._____ d'une indemnité de 20'000 francs. 4.2 4.2.1 Selon l'art. 432 al. 1 CPP, le prévenu qui obtient gain de cause peut demander à la partie plaignante une juste indemnité pour les dépenses occasionnées par les conclusions civiles. Le code de procédure pénale limite le droit à l'indemnisation aux seules dépenses occasionnées par les conclusions civiles, et non pour l'ensemble des actes effectués dans le cadre de la procédure pénale (Moreillon/Parein-Reymond, Code de procédure pénale, 2 e éd., Bâle 2016, n. 3 ad art. 432 CPP). 4.2.2 Conformément à l'art. 432 al. 2 CPP, lorsque le prévenu obtient gain de cause sur la question de sa culpabilité et que l'infraction est poursuivie sur plainte, la partie plaignante ou le plaignant qui, ayant agi de manière téméraire ou par négligence grave, a entravé le bon déroulement de la procédure ou a rendu celle-ci plus difficile peut être tenu d'indemniser le prévenu pour les dépenses occasionnées par l'exercice raisonnable de ses droits de procédure. La formulation de cette disposition est similaire à celle de l'art. 427 al. 2 CPP. Elle doit par conséquent être interprétée de la même manière (cf. ATF 138 IV 248 consid. 5.3). Lorsque la partie plaignante ou le plaignant supporte les frais en application de l'art. 427 al. 2 CPP, une éventuelle indemnité allouée au prévenu peut en principe être mise à la charge de la partie plaignante ou du plaignant en vertu de l'art. 432 al. 2 CPP (TF 7B_16/2022 du 6 novembre 2023 consid. 3.2 et les références citées). 4.3 En l'espèce, la partie plaignante a, certes, pris des conclusions civiles mais on ne voit pas quelles dépenses l'appelant aurait dû consentir pour leur examen. Quant à l'art. 432 al. 2 CPP, le premier juge a estimé que la procédure s'était inscrite dans un conflit bien plus large entre A.A._____ et B._____. Cependant, ce seul fait n'était pas suffisant pour retenir que B._____ avait agi de manière téméraire, ce d'autant que A.A._____ a été libéré au bénéfice du doute. De surcroît, il a décidé de ne pas mettre les frais de première instance à la charge de la partie plaignante et de les laisser à la charge de l'Etat. Partant, c'est à bon droit qu'il a refusé d'allouer à l'appelant une indemnité sous la forme de l'art. 432 CPP.

E. 5

L'appelant sollicite que le témoin [...] lui verse une indemnité de 10'000 francs. Comme l'a retenu à juste titre l'autorité inférieure, le témoin n'a fait que remplir son devoir civique en venant déposer auprès de la police. En l'absence de base légale, une telle indemnité ne peut être allouée à l'appelant.

E. 6

. Au vu de ce qui précède, l'appel s'avère manifestement infondé de sorte qu'il n'est pas nécessaire d'interpeller les autres parties (art. 390 al. 2 CPP, applicable par renvoi de l'art. 406 al. 4 CPP).

E. 7

En définitive, l'appel de A.A._____ doit être rejeté, dans la mesure où il est recevable, et le jugement du 6 juin 2024 confirmé. Vu l'issue de la cause, les frais de la procédure d'appel, par 880 fr., constitués en l'espèce de l'émolument de jugement (art. 21 al. 1 et 3 TFIP [tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010 ; BLV 312.03.1]) seront mis à la charge de A.A._____, qui succombe (art. 428 al. 1 CPP).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.